

**Assises de la Francophonie Economique
LE LIBAN ET L'ESPACE ECONOMIQUE EURO-
MEDITERRANEE**

Samedi 3 octobre 2009 à l'ESA

**La francophonie peut-elle être porteuse d'une nouvelle vision
économique pour l'ensemble euro-méditerranéen ?**

Intervention de Georges Corm

Mesdames, Messieurs,

Une réunion entre francophones, qu'elle soit de nature culturelle, politique ou économique ou sportive, nous procure toujours un immense plaisir. Car cette francophonie est bien une famille et chacune de ses réunions est, au vrai sens du terme, une réunion de famille. Certes, cette famille est diverse, éparpillée sur plusieurs continents, ses membres appartiennent à différentes catégories sociales, elle connaît en son sein une variété exceptionnelle de modes de vie et d'être : et pourtant, nous ressentons tous, à chaque rencontre, le sentiment de se retrouver en famille, dans une maison commune, chaleureuse et réconfortante.

Dans un monde tourmenté par une globalisation libre-échangiste aveugle, travaillé par une recherche échevelée de profits largement détaché de l'économie réelle, la maison francophone est plus que jamais un abri, un lieu de chaleur humaine, un espace de langage commun amical et complice.

Quelle est l'origine, un peu magique de ce sentiment ? Est-ce seulement la pratique de la belle langue française que nous partageons entre nous, langue de haute culture s'il en est ? Cette langue, en effet, même après avoir perdu son privilège de langue cosmopolite et diplomatique qu'elle a eu au XVIII^e et XIX^e siècle, a poussé des racines profondes, littéraires et souvent poétiques, aux quatre coins du monde. Je pense à ces immenses poètes qu'ont été Aimé Césaire ou Léopold Senghor, Charles Corm ou aujourd'hui Salah Stetié. Mais je pense aussi à ces grands écrivains d'Algérie, tels Kateb Yacine, ou du Maroc, tel Abdel Kébir Khatibi, d'Afrique sub-saharienne, d'Europe centrale tel Cioran, Mircea Eliade, et bien sûr du Liban. Comment ne pas évoquer ici ces deux grands écrivains libanais que sont Georges Schéhadé et Amin Maalouf pour ne citer qu'eux.

Toutefois, la magie d'une langue, si forte soit-elle, n'explique pas tout, notamment dans un pays comme le nôtre, mais dans d'autres aussi, où existe un bilinguisme, voir un trilinguisme, officiel ou de fait ; ceci, sans parler de cette domination culturelle massive

qui nous vient d'un monde anglo-saxon, parti à la conquête de la planète et qui a imposé un anglais appauvri comme « esperanto » de la globalisation économique qu'il conduit d'une main de fer, souvent au son du fracas des armes et d'un sentiment messianique inquiétant.

Ce qui dort au sein de chaque francophone, à Dakar, à Montréal, à Beyrouth, à Genève, à Bruxelles, à Varsovie, à Tunis, Damas, Alger ou le Caire, c'est le patrimoine humaniste des Encyclopédistes français, c'est la recherche de la fraternité humaine et la lutte contre les inégalités fabriqués par les structures sociales rigides et fortement hiérarchisées ; c'est aussi l'appel courageux et ferme à l'émancipation des catégories martyrisées ou mise en esclavage en raison de leur religion, de leur appartenance ethnique ou raciale. C'est Montesquieu, Voltaire, Diderot, Rousseau, Condorcet, l'Abbé Seyes et tant d'autres que je ne saurais citer ici. Nous nous sentons tous un peu leurs enfants spirituels. Les francophones hors de France que nous sommes, Dieu merci, ont peu cédé à certaines modes philosophiques et politiques, qui peuvent venir parfois de France, plus particulièrement des milieux admiratifs du néo-conservatisme anglo-saxon. Je veux désigner ici cette littérature, historique ou pseudo philosophique qui veut faire croire que les pères français, fondateurs de l'humanisme moderne, sont les vrais responsables des grands totalitarismes modernes.

Pour la grande majorité des francophones, hors de l'Hexagone, rien n'entamera, je pense, cette filiation avec tous ces grands humanistes, ni la résonance de la devise révolutionnaire et républicaine de la liberté, de l'égalité, de la fraternité. Certes, ici ou là, les idées conservatrices françaises et européennes, hostiles à la philosophie des Lumières et au patrimoine de la Révolution française, ont pu faire racine dans certaines couches de privilégiés francophones qui se sont accaparés les bénéfices matériels de la globalisation dans leur pays. Ces idées se sont enflées de par le monde, justifiant et légitimant la recomposition d'inégalités sociales les plus criantes, ainsi que les rentes financières spéculatives qui ont provoqué la grave crise économique que nous vivons depuis deux ans.

De même, des traditions intellectuelles françaises et européennes subsistent et ont été revivifiées dans le contexte des dernières décennies, je veux parler de ces traditions qui ont légitimé le colonisation d'antan à travers la croyance dans la supériorité de la civilisation occidentale sur toutes les autres, croyance que nous retrouvons dans le messianisme anglo-saxon que nous avons vu renaître sous nos yeux lors de la présidence de George W. Bush et des guerres catastrophiques qu'il a menées.

Aussi, vivons-nous des années charnières où plus que jamais, la Francophonie doit continuer de jouer son rôle de refuge de valeurs et d'espace fraternel et convivial qu'il devient de plus en plus difficile de trouver. Notre maison francophone, comme demain peut-être cet autre grand projet de construction méditerranéenne qu'est l'Union pour la Méditerranée, doit rester cette demeure refuge de tous les amoureux de valeurs humanistes et de tous ceux qui croient encore que l'esprit républicain à la française n'a pas épuisé toute sa richesse et son potentiel de produire un monde plus apaisé et moins fiévreux.

Faut-il rappeler ici, puisque le thème de l'économie nous réunit aujourd'hui, que les valeurs de solidarité économique ont aussi caractérisé la culture économique francophone. Qu'il me soit permis d'évoquer à cette occasion, cette grande figure qu'a été l'Abbé Louis Lebreton, ce dominicain breton, né dans une famille de pêcheur, et qui avec François Perroux, le grand économiste qui a formé des générations d'étudiants, a prêché toute sa vie l'économie solidaire et élaboré les principes du développement intégral et harmonisé que nous retrouvons aujourd'hui sous le slogan du développement durable. Nous lui devons aussi l'existence de cette belle revue que fut *Economie et Humanisme*.

Louis Lebreton a marqué durablement toute une génération par le travail exemplaire qu'il a accompli au Liban, sous l'égide du Général Chéhab, président de la République libanaise entre 1958 et 1964. Hélas, le travail de ces deux grands hommes pour une économie plus solidaire, pour une meilleure répartition des revenus, pour un développement équilibré de toutes les régions du Liban, fut vivement combattu par une certaine myopie intellectuelle et l'absence de générosité et de vision de certains milieux d'affaires et d'une partie de la classe politique, craignant de perdre les assises traditionnelles de son pouvoir.

En réalité, dans notre pays qui s'est illustré dans son histoire ancienne par la pratique d'un christianisme vibrant, les grandes traditions du catholicisme social européen et bien sûr français ne sont pas parvenues jusqu'à nous, alors pourtant que notre XIX^e siècle libanais a retenti des grandes révoltes de paysans maronites contre les féodaux. Récemment, à l'occasion du Synode de l'Eglise maronite qui s'est tenu en 2003-2004, deux textes ont été adoptés, l'un sur l'Eglise et l'économie, l'autre sur l'Eglise et le domaine social qui rappellent les positions très fermes du catholicisme sur ces questions, de Saint-Thomas d'Aquin aux grandes encycliques papales. L'Eglise condamne sans appel, en effet, l'enrichissement sans cause, l'exploitation de l'homme par l'homme, la production comme fin et non comme moyen, la soumission de la société aux ambitions exclusivement matérielles des plus puissants.

Le modèle social européen que l'on vante à nouveau, en ces temps de crise économique, n'est-il pas aussi largement le fruit des doctrines sociales chrétiennes et des actions novatrices des chefs d'entreprise chrétiens qui ont, au XIX^e siècle encouragé la création de coopératives rurales et ouvrières, d'œuvres sociales pour les ouvriers, et des premières caisses de crédit mutuel : autant d'initiatives qui ont permis à l'Europe de combattre avec succès la misère et l'exploitation des couches les plus défavorisées de leur population.

Ici encore, je pense que notre patrimoine francophone nous offre une boîte à idées et à outils qu'il ne faut pas hésiter à employer. Le monde francophone a peut être la chance d'être caractérisé par la prédominance de la petite et moyenne entreprise, celle de ces patrons qui vivent dans l'économie réelle, qui sont attachés à leur entreprise et à ses employés et ouvriers, qui aiment rester refuge de valeurs humaines en considérant que leur entreprise est une cellule familiale vivante et conviviale. Ce n'est pas le monde des requins de la finance et de la bourse, des dirigeants de multinationales pour qui leurs filiales ou leurs sous-traitants ne sont que des pions d'échec sur la vaste carte

géographique des OPA et contre-OPA. Ce ne sont pas eux qui cherchent des rentes de situation, des marchés juteux et surpayés, des coups de spéculation boursière ou foncière ou financière, en cultivant l'amitié des décideurs politiques influents.

Sur ce plan, l'Union pour la Méditerranée, jaillie de la démarche dynamique et novatrice du président Nicolas Sarkozy, aurait intérêt à se pencher sur la nature du tissu socio-économique des pays méditerranéens où prédomine au nord comme au sud la PME. C'est ce tissu dont il faut nourrir l'expansion et le développement, c'est lui qui est le plus créateur d'emploi, c'est lui qui peut être un réservoir formidable de productivité, à condition que le poids de l'économie de rente, de corruption, de trafic d'influence, qui domine dans trop de pays du sud de la Méditerranée, ne les écrase pas et ne leur ferme pas la route du développement de leurs entreprises.

Dans nos économies, de ce côté de la Méditerranée, trop souvent les taux de profits très élevés du secteur bancaire, du secteur foncier de luxe et du secteur de la grande distribution commerciale ou du secteur des télécommunications qui attirent beaucoup les investissements étrangers, barrent la route à une meilleure diversification des investissements, sur le plan sectoriel comme géographiquement où les investissements fonciers sont concentrés dans les grandes villes ou sur les côtes à caractère touristique.

De plus, trop souvent jusqu'ici, la libéralisation des marchés a entraîné un renforcement des structures oligopolistiques des économies du sud de la Méditerranée, concentrées entre les mains de quelques hommes d'affaires puissants et les membres de leur famille, le plus souvent alliés privilégiés à la fois des décideurs politiques influents et des grandes firmes multinationales. Aussi, le monde rural a-t-il été délaissé, abandonné à lui-même, sans la moindre protection sociale, ce qui a provoqué des flux massifs d'exode, d'abord vers les capitales, puis vers l'émigration, parfois pour les plus pauvres, dans des conditions dramatiques où ils perdent leur vie en traversant notre belle Méditerranée.

Cette économie au caractère rentier caractérise, malheureusement, le milieu méditerranéen depuis le XVIIIème siècle, lorsque la décadence s'empare de cette région du monde, autrefois berceau de tant de civilisations magnifiques. Ce phénomène a été bien étudié par le grand historien français Fernand Braudel, mais aussi par l'anthropologue britannique Jack Goody. Or, si la rive nord de la Méditerranée a pu sortir du marasme et de la stagnation et redevenir prospère, il n'en est pas de même de la rive sud. La rive nord, en effet, avait été historiquement, avant la découverte des Amériques, le moteur de la renaissance européenne, avant de connaître une décadence économique et politique marquée. Elle a été revivifiée depuis un demi-siècle environ par la dynamique du développement de l'économie atlantique, ainsi que par celle du marché commun européen, qui ont fait la prospérité de l'Europe du nord et de l'ouest.

En revanche, rien de tel ne s'est produit sur la rive sud. Les surplus démographiques n'ont trouvé que des exutoires limités, les structures rurales n'ont pas fait l'objet d'une attention soutenue des pouvoirs public et les quelques réformes agraires menées n'ont pas véritablement changé la condition des paysans restés attachés à leur terroir. De plus, dans le domaine industriel une certaine passivité technologique a limité l'expansion de

l'industrie aux industries traditionnelles de transformation exigeant peu d'investissements lourds et à long terme et pouvant faire l'économie de dépenses de recherche et développement. Les efforts massifs faits en matière de généralisation de l'enseignement et de développement de l'enseignement universitaire n'ont porté que des fruits limités, en l'absence de politiques dynamiques de création d'emplois qualifiés dans les services à haute valeur ajoutée ou dans les secteurs de haute technologie qui ont profité des opportunités offertes par la globalisation et la libéralisation des échanges.

Les espoirs mis dans le processus de Barcelone pour exercer un effet d'entraînement sur les économies du sud de la Méditerranée et engager une dynamique de convergence des niveaux de vie entre les deux rives ne se sont réalisés que très partiellement. Les succès nombreux de mises à niveau institutionnelles ne doivent pas cacher l'échec relatif dans la dynamisation des économies réelles, surtout lorsque l'on constate les réalisations des autres pays émergents en Asie du sud-est ou en Amérique latine.

Il y a donc un modèle économique, un style de développement, qui sont à repenser en Méditerranée du sud et il faut espérer que l'Union pour la Méditerranée pourra constituer cette enceinte de réflexion économique dont nous avons tant besoin. De nombreuses institutions d'étude et de réflexions existent d'ailleurs, tels que l'Institut méditerranéen de Marseille, l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen à Paris, et bien d'autres en Italie, en Espagne et y compris jusque dans la brumeuse Finlande.

Il y a donc, à notre sens, une synergie fructueuse à créer entre les Assises économiques de la Francophonie, l'UPM et le réseau dense de ces institutions d'études et de recherches méditerranéennes pour promouvoir des dynamiques nouvelles de développement et de coopération en Méditerranée susceptibles de changer rapidement l'état de choses existantes et de rendre à notre bassin méditerranéen l'éclat culturel et économique qui a été le sien durant de nombreux siècles.

Je pense sur ce plan que la Francophonie, en particulier, doit jouer un rôle éminent dans cette redéfinition des politiques économiques et des formes de coopération. Je pense surtout que la Turquie, les pays arabes méditerranéens, la Grèce, l'Italie et l'Espagne et, bien sûr la France, devraient être plus sollicités, que ce soit au niveau de la Francophonie ou de l'UPM ou des deux à la fois, pour des rencontres de réflexion sur l'état de l'économie des pays de la rive sud et les moyens d'assurer cette convergence économique, jusqu'ici introuvable, entre les deux rives.

Contrairement à une opinion répandue, ce n'est pas l'apaisement des conflits politiques qui déchirent le Moyen-Orient méditerranéen qui est susceptible d'ouvrir la voie à une meilleure dynamique économique. Mais plutôt, c'est un changement de modèle et de style développement qui supprimerait les larges poches de pauvreté, ainsi que le fort taux de chômage des jeunes, et assurerait une répartition plus juste des revenus et une dynamisation des économies locales. Trop souvent, la permanence des conflits armés ou des violences sert à justifier des performances économiques bien en deçà de ce qui est réalisé ailleurs dans les pays émergents. D'ailleurs, certains de ces pays ont entamé leur décollage industriel alors qu'ils étaient pris dans des situations conflictuelles armées.

Il ne faut donc pas que les conflits politiques ou militaires paralysent le travail économique de l'UPM. Aussi, je pense que la Francophonie devrait user de toute son influence pour initier cette réflexion économique vitale pour l'avenir de notre Méditerranée. Elle augmenterait son prestige et son influence, tout en aidant l'UPM à mieux centrer sa vocation et sa politique. Cette initiative, si elle était complétée par des ponts jetés avec les cultures espagnoles, italiennes et grecques, si prégnantes dans l'histoire de la Méditerranée, ne manquerait pas d'avoir un impact profitable pour tous.

La Francophonie économique, au-delà de sa nécessaire vocation de Forum des affaires et des hommes d'affaires, doit être aussi cet espace de réflexion économique et sociale et de promotion de la solidarité sous toutes ses formes, fidèle en cela à sa source première dans la philosophie des Lumières, les principes moraux et éthique de l'économie politique, le patrimoine de l'Eglise en matière d'économie qui rejoint d'ailleurs sur plus d'un plan l'éthique économique islamique.

Je suis sûr que la communauté francophone des chefs d'entreprise au Liban est prête à donner son concours pour que, dans ce pays qui a connu les enseignements, économiques et humanistes tout à la fois, de Louis Lebret et François Perroux, de nouvelles valeurs économiques soient mises au service de la Méditerranée qui est notre berceau à tous.

Je formule donc le souhait, pour terminer, que nous soyons tous mobilisés pour une renaissance économique, technologique et scientifique, de l'ensemble du bassin méditerranéen et que vos assises annuelles soient toujours l'occasion de repenser de façon constructive et imaginative l'économie du bassin méditerranéen.